

savait pas, en effet, que nous étions tombés si bas et que nos représentants d'alors étaient détestés et repoussés par autrui. J'imagine que, dans l'esprit du premier ministre (M. Diefenbaker), c'est au moment de la crise de Suez que nous avons touché le fond. N'est-ce pas en effet à l'initiative de la délégation canadienne aux Nations Unies que la Force d'urgence des Nations Unies a vu le jour? A Toronto le 3 novembre dernier, le premier ministre, s'adressant à des conservateurs, s'est permis de dire, non pas sous l'inspiration du moment, mais à partir d'un texte dont j'ai vu un exemplaire:

Pour ce qui est de nos relations avec le Commonwealth, ai-je besoin de dire que la ligne de conduite que le parti libéral a adoptée en 1956 aux Nations Unies, lorsqu'il a mis la Grande-Bretagne et la France dans le même sac que l'U.R.S.S. en les qualifiant d'agresseurs, ne se produira jamais sous un gouvernement conservateur.

Que peut-on dire d'une déclaration aussi fallacieuse et aussi malintentionnée?

Le meilleur commentaire qu'on puisse apporter à cette déclaration, ce n'est sans doute pas le mien mais celui des deux premiers ministres du pays que nous aurions relégué au ban des agresseurs, avec l'Union soviétique. Je demanderai donc, non pas à quelque membre du parti libéral du Canada, mais bien à ces deux premiers ministres, de témoigner au nom de la vérité. Si nous avions vraiment été coupables d'un tel outrage, si nous les avions vraiment associés aux agresseurs, avec l'Union soviétique, les deux premiers ministres du Royaume-Uni dont je veux parler auraient été les derniers à dire du bien de la politique du Canada à cette époque. Leurs paroles suffisent à infirmer la fausse déclaration qui a été formulée. Les paroles de M. Macmillan, premier ministre du Royaume-Uni, ont déjà été consignées au hansard et c'est malheureux que je sois contraint de les y verser de nouveau. Cependant, compte tenu des propos de novembre dernier, je n'hésite pas à répéter la déclaration qu'il a faite en mars 1957, peu après que ces événements sont survenus. Voici les paroles que M. Macmillan, premier ministre actuel du Royaume-Uni, a prononcées à ce moment-là:

A mon avis, ce que le gouvernement du Canada a fait en vue de trouver de bonnes solutions et de nous aider au moment critique à l'assemblée des Nations-Unies...

Il s'agissait de l'affaire de Suez.

... nous a rendu un service bien remarquable et nous nous en souviendrons toujours avec reconnaissance.

Nous sommes censés les avoir condamnés en tant qu'agresseurs comme l'URSS, et pourtant le premier ministre du pays que nous sommes censés avoir condamné dit qu'il se souviendra toujours avec reconnaissance

du service que nous lui avons rendu. Qu'a dit sir Anthony Eden lui-même, qui était alors premier ministre, en réponse à une question que M. Blair Fraser lui posait à ce sujet il y a quelques semaines lors d'un interview à la télévision? Je vais citer le texte de l'interview. Ce serait intéressant de voir s'il confirme cette déclaration dans le volume qu'il publie par tranches présentement, mais voici ce qu'il a dit à cette occasion:

Si les États-Unis avaient adopté la même ligne de conduite que le Canada, la situation au Moyen-Orient serait aujourd'hui beaucoup meilleure qu'elle ne l'est.

J'espère, monsieur l'Orateur, que nous n'entendrons plus de ces allégations aussi stupides que fausses que l'on formule devant des auditoires choisis à des fins politiques, et qui ne reposent sur rien de vrai.

Je tiens maintenant à dire quelques mots sur la situation mondiale, vu qu'il en est question dans certains passages du discours du trône. Évidemment, la recherche de la paix et tout effort en vue d'en arriver à une réduction des armements constituent une politique à laquelle peut souscrire tout député, quel que soit son parti. Tous ce que le gouvernement peut faire à cet égard recevra, je le sais, l'appui chaleureux de chacun d'entre nous à la Chambre. Nous souhaitons au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Green) qu'il réussisse dans les efforts qu'il tente actuellement à cette fin, même si, une fois ou l'autre,—et peut-être sera-ce le cas cet après-midi même—je ne saurais approuver toutes les méthodes qu'il appliquera en poursuivant cet objectif.

On peut dire, je pense, que l'atmosphère internationale s'est améliorée quelque peu depuis la dernière session et que certaines tensions ont disparu. On peut dire aussi, je pense, que le centre du conflit s'est peut-être déplacé, passant du domaine militaire au domaine politique et surtout au domaine économique, mais j'estime qu'il n'y a pas de changement fondamental. Chose certaine, on ne peut trouver signe d'un tel changement dans la dernière déclaration, et extrêmement importante, qu'a faite M. Khrouchtchev l'autre jour à Moscou. Par conséquent, il n'y a pas lieu d'adopter une attitude de suffisance, ni de se montrer trop optimiste. Les causes profondes qui à l'origine ont suscité la guerre froide demeurent toujours. Donc, jusqu'ici, l'Occident n'a aucune raison de réduire sa puissance ou de relâcher ce qu'il possède d'unité. Ce pourrait même être fatal.

Nous tous, citoyens que cette question primordiale intéresse, sommes placés dans un dilemme. Nous tenons à faire notre possible pour créer une atmosphère plus favorable à la paix. Nous voulons profiter de toutes les occasions qui peuvent s'offrir de négocier la